

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
96 · Novembre 2019
AZB 3001 Berne



Le cap est mis à gauche !

Sans surprise, deux semaines après les élections fédérales du 20 octobre, SOCIALISTES revient sur les résultats, les premières analyses et le nouveau visage d'un parlement qui change de cap. La majorité PLR / UDC a été clairement brisée, l'objectif principal a donc été atteint. Découvrez également la nouvelle composition du Groupe socialiste aux Chambres fédérales. Page 4, 5 et 8

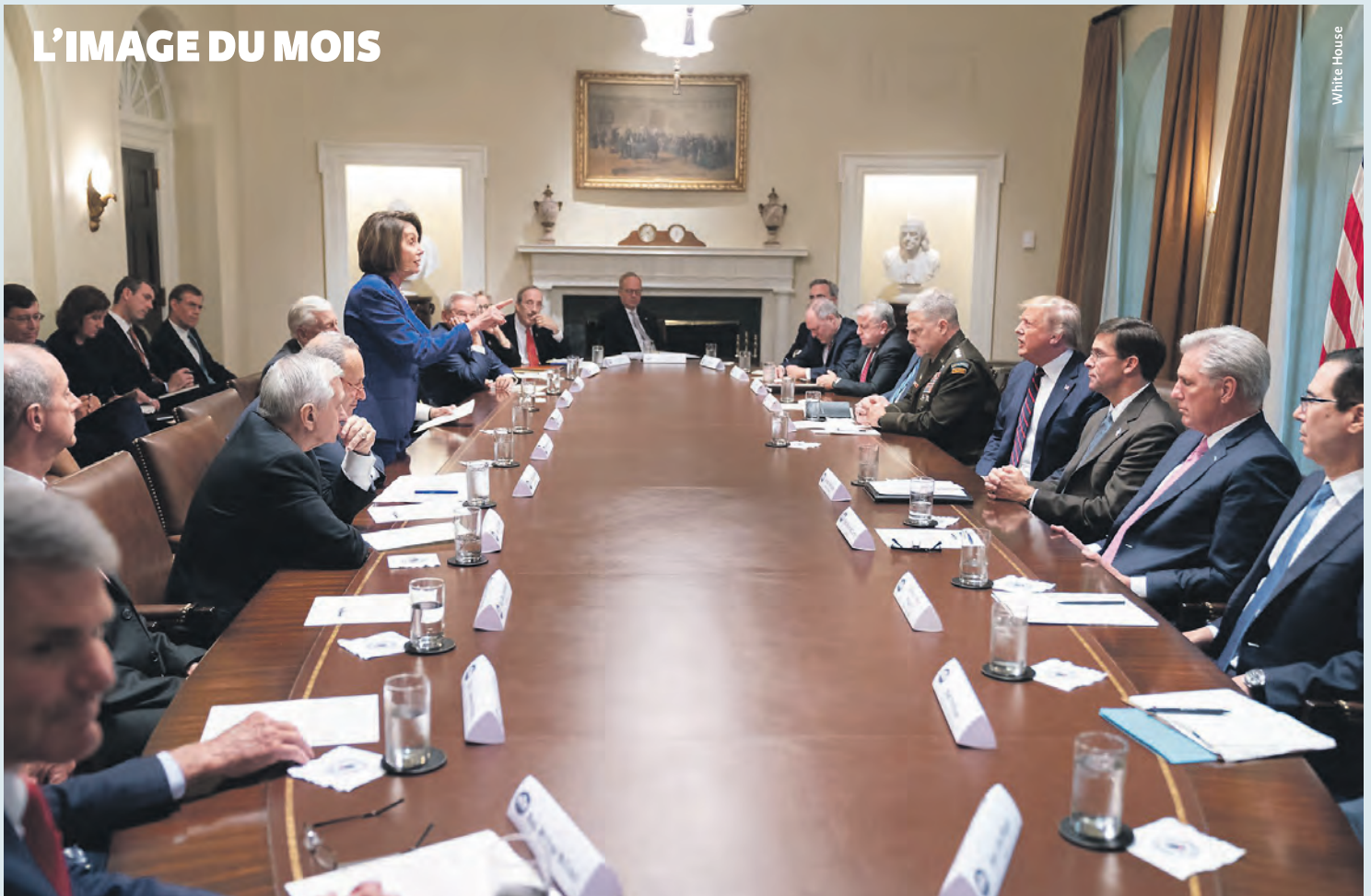
CE N'EST PAS TERMINÉ ...

Dans plusieurs cantons, des seconds tours auront encore lieu dans les prochaines semaines. Petit tour d'horizon des principaux enjeux latins pour la Chambre haute, avec des combats de haute lutte pour maintenir ou conquérir de nouveaux sièges au Conseil des États. Page 6-7

DÉDUCTIONS FISCALES

Dernier cadeau, inattendu, de la majorité de droite de l'ancienne législature : 350 millions de cadeaux fiscaux offerts aux familles les plus aisées de notre pays ... et, comme de coutume, une classe moyenne qui devra payer la facture ... Explications sur le référendum lancé. Page 9

L'IMAGE DU MOIS



L'administration Trump a récemment décidé de retirer la majorité des troupes américaines de Syrie, au grand dam de la communauté internationale et de Nancy Pelosi, porte-parole de la Chambre des Représentants. Cette décision, qui illustre une fois de plus la compréhension approximative de la politique internationale par Donald Trump, a ouvert la voie à une offensive turque contre les forces kurdes du Nord-Est de la Syrie. Cette invasion constitue une violation flagrante du droit international : le PS Suisse demande que la communauté internationale agisse au plus vite et que la Suisse prenne ses responsabilités en tant que pays défenseur des droits humains.



LA SERVANTE ÉCARLATE, OU L'AVÈNEMENT DE LA BÊTISE

Corps d'intellectuels, de médecins et d'homosexuels lapidés et pendus le long de la route, femmes serviles réduites à leurs fonctions reproductives ou d'entretien, pollution telle que les taux de naissance ont chuté dramatiquement, robes longues et têtes couvertes : bienvenue dans le roman de Margaret Atwood « La servante écarlate ». Cette dystopie crue dépeint une société divisée en classes, jadis démocratique et désormais tenue à l'ordre par une dictature intransigeante aux allures de nouvelle religion. L'auteur ne nous livre pas seulement le récit de la domination totale de l'homme sur la femme, mais aussi de l'État sur les Hommes : un climat de peur constante est entretenu où lire, écrire ou même penser sont synonymes de mort. Si le roman et la série dont elle est adaptée ont autant marqué les esprits, c'est que le texte résonne avec nos propres réalités et met en garde contre les dangers liberticides qui menacent nos démocraties, le tout dans un style fluide, froid et efficace. Nous nous devons aujourd'hui de combattre activement toutes formes d'ignorance, afin de protéger la diversité de notre démocratie et la pluralité de nos voix : nos sœurs ne seront pas les servantes de demain. Une lecture vivement recommandée !



pixabay



L'heure du bilan ... sous peu !

Nous vivons dans un monde qui va vite, très vite, peut-être trop vite pour certaines réalités. Au lendemain des élections (au sens propre et premier de l'expression), la presse demandait déjà des analyses précises et détaillées, interrogeait nos conclusions, nos courants internes, remettait en cause nos choix thématiques et exigeait des réponses sur les conséquences financières de la perte de quatre sièges sur le personnel du PS Suisse ou, encore, et évidemment, décidait par elle-même les conséquences immédiates de ces élections sur la direction du parti.

Et bien, n'en déplaise à certains médias, ce type d'analyse ne peut pas se construire en 12 ou 24 heures et pour plusieurs raisons.

Tout d'abord parce que les élections fédérales ne sont pas terminées, nous sommes encore engagés dans nombre de seconds tours au Conseil des États, qui méritent toute notre mobilisation et notre engagement. Ensuite parce que la parole doit être donnée à nos militant-e-s. Pas au travers d'interviews orientées et peu représentatives, mais bien, comme l'a toujours fait le PS, par un véritable débat, un dialogue concret et sincère lors d'une Assemblée des délégué-e-s. Celle-ci se tiendra le 30 novembre prochain à Berne. Elle représentera une occasion parfaite d'analyser, à froid et en prenant tout le temps nécessaire, les résultats du Parti socialiste.

Chacun-e pourra s'exprimer, trouvant la ligne du parti trop molle ou trop syndicale, expliquant que nous avons trop parlé d'écologie (ou pas suffisamment), saluant ou non l'action de la Présidence et du Comité directeur.

Alors oui, le temps du bilan arrive... mais pas tout de suite encore. Bouclons ces seconds tours à la Chambre haute et débattons sereinement entre camarades de l'avenir du PS Suisse.

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

Vert et Rouge



Rebekka Wyler,
co-secrétaire
générale du
PS Suisse

Le vert est sur toutes les lèvres. Le PS poursuit également une politique en faveur de l'environnement, et ce depuis fort longtemps. Cependant, il a perdu 2 % à l'échelle nationale lors de ces élections fédérales. Comme le montrent les rapports de la campagne téléphonique, certaines personnes, pourtant membres du PS, ont opté pour des listes vertes cette année ou largement panaché leurs listes traditionnellement socialistes. Beaucoup de gens voulaient envoyer un signal fort : le climat et l'environnement sont aujourd'hui les défis les plus importants. Ils ont réussi à se faire entendre. L'urgence de l'élimination progressive des combustibles fossiles est devenue encore plus claire.

Il est demandé au PS d'analyser en détail les résultats des élections. Contrairement aux Verts, nous n'avons pas réussi à mobiliser les abstentionnistes à grande échelle. De nombreux électeurs/trices bien formés et aux revenus élevés ont migré du PS vers les Verts. Malgré cela, il ne faut pas oublier que les Vert-e-s ont gagné 17 sièges et que le camp centre-gauche a été renforcé de manière décisive. L'UDC a perdu massivement ; la majorité de droite au Conseil national fait dorénavant partie de l'histoire ancienne. Le Parlement se rajeunit et se féminise, les lobbies perdent de leur influence. La nouvelle législature offre de nombreuses possibilités de coopération et d'alliances (plus ou moins sporadiques). Dans la perspective des prochaines élections, le PS doit réfléchir

à la manière dont il veut façonner les prochaines années. Nous devons être plus présents et travailler plus étroitement avec les mouvements sociaux, mouvements climatiques, mouvements féministes ou encore mouvements syndicaux.

Il ne s'agit pas de vert ou de rouge, mais de vert *et* de rouge. Dans tous les cantons, nous avons besoin d'hommes et femmes politiques spécialisés dans les questions environnementales, cela représente évidemment un avantage pour le climat, mais également pour le PS. En parallèle à la question climatique, nous ne devons pas oublier nos questions traditionnelles : la sécurité sociale et la justice occupent toujours une place importante pour la population. Malheureusement, les gens qui ont moins d'argent se rendent moins régulièrement aux urnes. Cela doit changer : « Producteurs sauvons-nous nous-mêmes ! » Nous voulons que tous les habitant-e-s de notre pays puissent participer. La démocratie et la prospérité doivent bénéficier à toutes et tous, et non à quelques privilégié-e-s. C'est pourquoi nous avons enfin besoin du droit de vote pour les étrangères et étrangers installés, et de l'instauration du droit de vote à 16 ans.

L'Assemblée des délégué-e-s du PS Suisse, qui se tiendra le 30 novembre à Berne, sera l'occasion de discuter des résultats des élections avec la direction du parti et en compagnie de divers observateurs/trices. Je me réjouis de vous y voir nombreuses et nombreux.

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Pauline Crettol, Bastian Collet et Mathilde Mottet
Production Atelier Bläuer, Berne

Et voici le nouveau Groupe

APRÈS CES ÉLECTIONS FÉDÉRALES, UN NOUVEAU GROUPE PARLEMENTAIRE DEVRA SE METTRE AU TRAVAIL. LA PARUTION DE CE NUMÉRO DE SOCIALISTES ÉTANT DANS L'ENTRE-DEUX-TOURS DE CERTAINES ÉLECTIONS AU CONSEIL DES ÉTATS, TOUS LES ÉLU-E-S DE LA FUTURE LÉGISLATURE NE SONT PAS ENCORE CONNUS. VOICI DONC CELLES ET CEUX QUI SONT AUJOURD'HUI CERTAINS DE DÉBUTER LA 51^E LÉGISLATURE LE 2 DÉCEMBRE PROCHAIN.

CONSEIL NATIONAL



Fribourg | 2 | =
Valérie Piller Carrard
Sortante



Ursula Schneider Schüttel
Sortante



Genève | 2 | =
Christian Dandrès
Nouveau



Laurence Fehlmann Rielle
Sortante



Jura | 1 | =
Pierre-Alain Fridez
Sortant



Neuchâtel | 1 | =
Baptiste Hurni
Nouveau



Tessin | 1 | =
Marina Carobbio
Guscetti* – Sortante



Valais | 1 | =
Mathias Reynard*
Sortant



Vaud | 5 | =
Samuel Bendahan
Sortant



Brigitte Crotz
Sortante



Pierre-Yves Maillard
Nouveau



Ada Marra*
Sortante



Roger Nordmann
Sortant



Berne | 4 | -2
Matthias Aebischer
Sortant



Tamara Funicello
Nouvelle



Nadine Masshardt
Sortante



Flavia Wasserfallen
Sortante



Argovie | 3 | +1
Yvonne Feri
Sortante



Gabriela Suter
Nouvelle



Cédric Wermuth
Sortant



Bâle-ville | 2 | =
Mustafa Atici
Nouveau 1



Beat Jans
Sortant



Bâle-campagne | 2 | =
Samira Marti
Sortante



Eric Nussbaumer
Sortant



Grisons | 2 | +1
Sandra Locher Benguerel
Nouvelle

socialiste



Jon Pult
Nouveau



Lucerne | 1 | =
Prisca Birrer-Heimo
Sortante



Saint-Gall | 2 | =
Claudia Friedl
Sortante



Barbara Gysi
Sortante



Schaffhouse | 1 | =
Martina Munz
Sortante



Soleure | 1 | -1
Franziska Roth
Nouvelle



Thurgovie | 1 | =
Edith Graf-Litscher
Sortante



Zurich | 7 | -2
Jacqueline Badran
Sortante



Angelo Barrile
Sortant



Min Li Marti
Sortante



Mattea Meyer
Sortante



Fabian Molina
Sortant



Priska Seiler Graf
Sortante



Céline Widmer
Nouvelle

CONSEIL DES ÉTATS



Jura | 1 | =
Élisabeth Baume-Schneider – Nouvelle



Bâle-ville | 1 | =
Eva Herzog – Nouvelle

* Les seconds tours se jouent encore pour le Conseil des États dans certains cantons. Pour la Suisse latine, trois candidat-e-s sont actuellement élus au Conseil national. Leur élection à la Chambre haute aurait donc pour incidence de permettre l'accession sous la coupole de leur premier « vient-ensuite ». Les trois candidat-e-s encore en lice sont Marina Carobbio Guscetti (Tessin), Ada Marra (Vaud) et Mathias Reynard (Valais). En cas d'élections, feraient alors leur entrée à la Chambre basse Bruno Storni (TI), Jessica Jaccoud (VD) et Emmanuel Amos (VS).



Les élections fédérales du 20 octobre dernier ont également connu leur lot de surprises et de déceptions. Certains camarades, élus de plus ou moins longue date, mais engagés avec conviction pour nos valeurs communes socialistes ne retrouveront malheureusement pas leur siège au Conseil national. L'occasion de leur adresser ici un immense MERCI pour leur travail au fil des mois et des ans sous la coupole fédérale.

Philipp Hadorn (SO) – élu depuis décembre 2011
Thomas Hardegger (ZH) – élu depuis décembre 2011
Martin Naef (ZH) – élu depuis décembre 2011
Corrado Pardini (BE) – élu depuis mai 2011
Nicolas Rochat Fernandez (VD) – élu depuis mai 2019
Adrian Wüthrich (BE) – élu depuis mai 2018

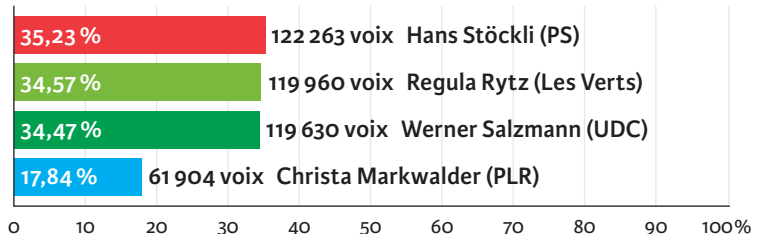
Les élections ne sont pas

ET NON, QUOIQUE L'ON EN DISE, LES ÉLECTIONS NE SONT PAS TERMINÉES. LES ÉLECTIONS AU CONSEIL DES ÉTATS SE DÉROULENT, DAN À DEUX TOURS.



Berne | 17 novembre 2019

Dernière législature: 1 PS / 1 PBD | Majorité absolue: 152 797 voix

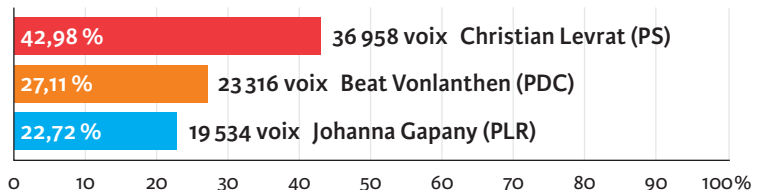


Le résultat du premier tour dans le canton de Berne place notre camarade sortant Hans Stöckli en tête, suivi de la conseillère nationale et présidente des Verts suisses, Regula Rytz. Dans un canton ancré à droite, le conseiller national UDC talonne la candidate verte de 330 petits suffrages. Un second tour à haut risque donc, où tous les scénarii sont malheureusement envisageables. Le PBD a d'ores et déjà perdu le siège qui était alors sien, sa candidate ayant renoncé à un second tour.



Fribourg | 10 novembre 2019

Dernière législature: 1 PS / 1 PDC | Majorité absolue: 42 998 voix

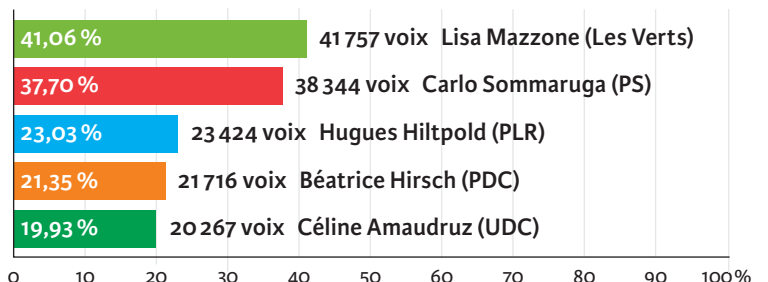


Le Canton de Fribourg a placé le duo sortant en tête du 1er tour. Le travail commun du PDC et du PS a permis au canton de Fribourg de gagner en visibilité et en force de représentation à Berne. Par ailleurs, l'expérience, les réseaux et l'influence des deux sortants ne sont plus à démontrer. La candidature PLR peut cependant tenter de jouer la surprise en tablant sur les voix de l'UDC qui a jeté l'éponge pour le second tour.



Genève | 10 novembre 2019

Dernière législature: 1 PS / 1 Vert | Majorité absolue: 50 854 voix



Le duo rose-vert a creusé l'écart lors du premier tour. Reste désormais à transformer l'essai lors du second tour, pour maintenir à gauche les sièges occupés jusqu'à présent par Liliane Maury Pasquier (PS) et Robert Cramer (Les Verts).

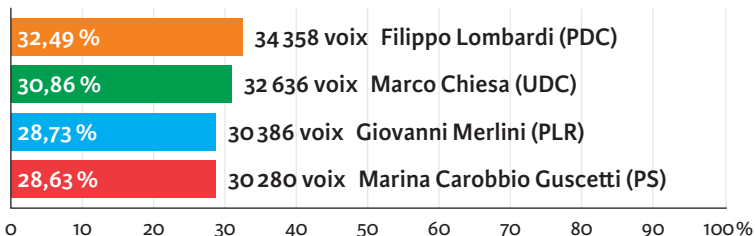
terminées!

LA PLUPART DES CANTONS, SELON UN SYSTÈME MAJORITAIRE

Tessin | 17 novembre 2019



Dernière législature: 1 PDC / 1 PLR | Majorité absolue: 52 875 voix

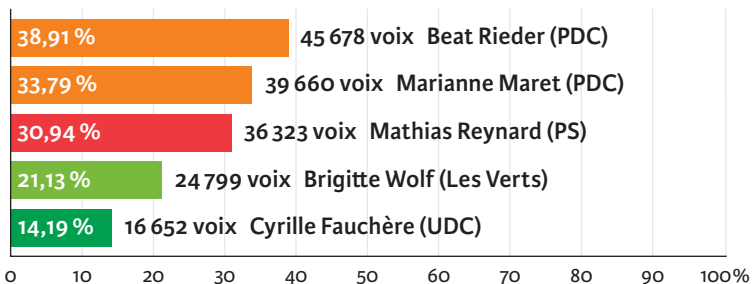


Les résultats du 1er tour au sud des Alpes ont révélé des résultats particulièrement serrés pour le quatuor de tête. Si le sénateur sortant fait la tête en course, les suffrages séparant les candidats UDC, PLR et l'actuelle présidente socialiste du Conseil national permettent de laisser toutes les portes ouvertes pour le second tour.

Valais | 3 novembre 2019



Dernière législature: 2 PDC | Majorité absolue: 58 692 voix

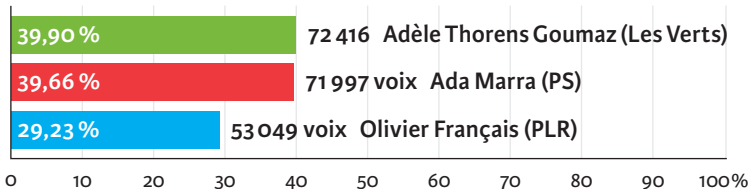


Alors que la citadelle démocrate-chrétienne semblait imprenable, le 1er tour permet tous les espoirs. Mathias Reynard accuse un retard important dans la partie germanophone du canton, mais termine largement en tête dans la partie francophone. Le retrait de Philippe Nantemod et les appels de Pascal Couchepin à voter pour le candidat PS permettent également de croire aux chances socialistes en Valais.

Vaud | 10 novembre 2019



Dernière législature: 1 PS / 1 PLR | Majorité absolue: 90 759 voix



Près de 20 000 voix séparent le duo rose-vert du sénateur PLR sortant. Mais attention, avec le retrait de toutes les candidatures de droite, l'élection aux États dans le canton de Vaud nécessite une mobilisation générale en vue du second tour. Le triste résultat de 2015, qui avait vu le vert Luc Recordon terminer de justesse à la 3e place, ne doit pas se répéter cette année. PS et Verts doivent pouvoir retrouver leur siège vaudois respectif à la Chambre haute en 2019, mais il faut impérativement mobiliser les électrices et électeurs.

Le nouveau visage du Parlement

LE CONSEIL NATIONAL, AU SORTIR DES URNES LE 20 OCTOBRE DERNIER, NE S'EST PAS CONTENTÉ DE CHANGER DRASTIQUEMENT D'ORIENTATION POLITIQUE : SON VISAGE SOCIOLOGIQUE A ÉGALEMENT LARGEMENT ÉVOLUÉ. PETIT TOUR D'HORIZON DU CONSEIL NATIONAL QUI ENTRERA EN FONCTION EN DÉCEMBRE 2019.

L'objectif prioritaire était de renverser la majorité absolue PLR/UDC du Conseil national et, pour le moins, cet objectif est largement atteint. Ces deux groupes représentaient 101 voix (64 UDC, 42 PLR, 2 Lega, 1 MCG et 1 sans-parti). L'UDC perdant 12 sièges, le PLR 4 sièges, la Lega et le MCG 1 siège. Partant du principe que l'UDF a gagné un siège, la droite perd donc 17 sièges au Conseil national. S'il fallait une preuve que la politique menée ces 4 dernières années n'a guère plu à la population, ne cherchez pas plus loin.

A contrario, la gauche se renforce de 14 sièges (+17 Verts, +1 PST/Sol.,

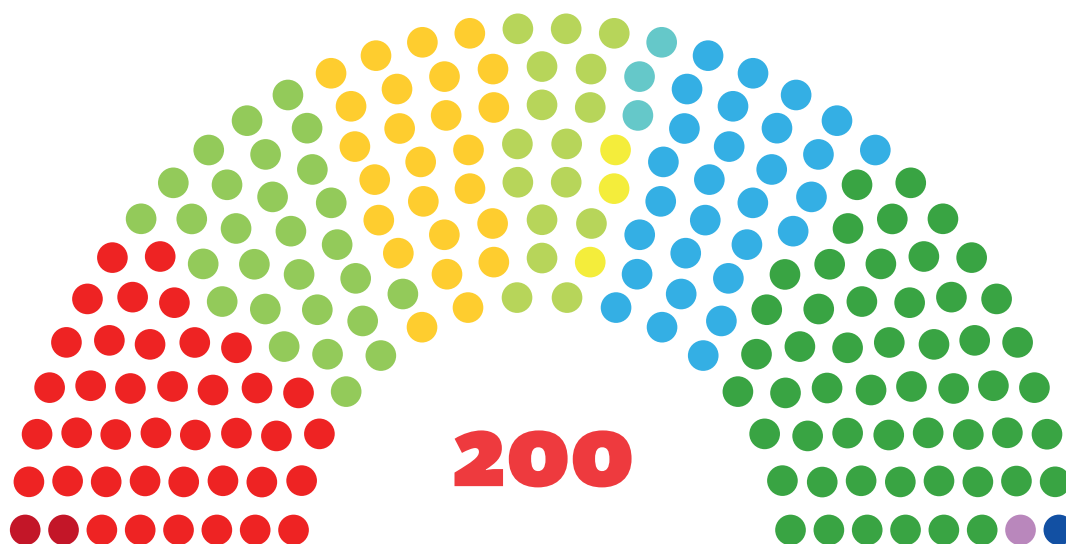
Gaël Bourgeois,
responsable des
campagnes en
Suisse latine

–4 PS). Enfin, les partis du centre, grâce à la poussée des Verts libéraux, se renforcent de 4 sièges (PVL +9, PEV +1, PBD –3, PDC –2, divers –1).

Mais d'autres chiffres sont également réjouissants, notamment la part de femmes, qui franchit la barre des 40 % pour s'établir à 42 % (contre 32 % pour la législature qui se termine maintenant). Il s'agit de la représentation la moins déséquilibrée depuis l'instauration du suffrage féminin en 1971. Une évolution ô combien positive donc, le Groupe socialiste atteignant même les 64 % de femmes (avant les résultats du Conseil des États).

À noter également que l'âge moyen du nouveau Conseil national sera de 49 ans. Là aussi, il s'agit du parlement le plus jeune de l'histoire suisse. Si cette moyenne était déjà passée sous la barre des 50 ans (en 1991 et en 1987), elle s'élevait encore à 51,4 ans en 2007.

Enfin, un petit mot sur la participation, laquelle n'a de cesse de s'étioler au fil des élections, pour s'établir à 45,1 % (–3,4 points). La lanterne rouge du classement revient à Genève, avec une participation enregistrée à 38,2 % (–4,7 points!) et, comme de coutume, le canton de Schaffhouse fait figure de bon élève, avec 59,7 % de participation (malgré une baisse de 2,9 points). Côté latin, c'est le Valais qui compte le meilleur taux, avec 54,1 % (alors qu'il frisait les 60 % voilà quatre ans).



45,1 %
de participation (–3,4 pts)

42 %
de femmes (+10 pts)

49 ans
âge moyen des parlementaires (–1,3 an)

Un cadeau fiscal aux familles aisées ? Non merci !



SIGNEZ DÈS MAINTENANT

JUSTE AVANT LE RENOUELEMENT DU PARLEMENT, LA MAJORITÉ DE DROITE ENCORE EN PLACE A VOULU FAIRE UN DERNIER CADEAU DE 350 MILLIONS DE FRANCS AUX PLUS RICHES, ET CE, AUX DÉPENS DE LA CLASSE MOYENNE. EN EFFET, LORS DE LA DERNIÈRE SESSION, LA DROITE AU PARLEMENT FÉDÉRAL A APPROUVÉ UNE AUGMENTATION DES DÉDUCTIONS FISCALES POUR LES FAMILLES AISÉES.

Cela pourrait sembler à première vue bénéfique pour toutes les familles suisses. Mais en analysant de plus près cette révision de loi, on se rend rapidement compte qu'il s'agit en réalité d'un cadeau fiscal pour les familles aisées. Pour le PS, pas une once d'hésitation: le référendum devait être lancé contre ce projet injuste et antisocial.

Ce «soulagement» consiste, en réalité, en un traitement privilégié pour les personnes les mieux rémunérées (cf. graphique). Les déductions ne concernent que les ménages soumis à l'impôt fédéral direct (IFD). Or, seule la moitié des familles paie aujourd'hui cet impôt (55%). Ce cadeau fiscal ne profiterait donc qu'à celles et ceux qui en ont le moins besoin. Les familles avec un revenu brut supérieur ou égal à CHF 150 000 francs bénéficieraient d'une infime part de ce cadeau, alors que ce sont les revenus à partir de CHF 200 000 et plus – les cadres supérieurs, médecins-chefs ou banquiers – qui sortiraient grands gagnants de cette réforme! 70% des 350 millions de francs de cadeaux fiscaux iront à environ 21,8% des ménages, ceux qui ont les salaires les plus élevés en Suisse, soit à peine 5,8% de l'ensemble des ménages en Suisse. C'est inadmissible!

En clair, les familles de la classe moyenne ne recevraient que des miettes de ce cadeau fiscal. Mais, comme souvent, la classe moyenne devrait en revanche supporter le



Pauline Crettol,
collaboratrice
campagne et
communication

poids de ce cadeau, à cause d'innombrables coupes dans les prestations. Car si les réductions de primes devaient encore diminuer et les tarifs des crèches augmenter, ces familles de la classe moyenne seraient les premières touchées. Si le peuple accepte ce cadeau fiscal, ces 350 millions de francs ne pourront plus être affectés au soutien de la classe moyenne. Il est donc facile pour l'UDC et le PLR, par une rhétorique bien huilée, d'affirmer vouloir venir en aide à la classe moyenne. La réalité? La gauche pense qu'une vraie politique familiale doit bénéficier à l'ensemble de la population, et non simplement à quelques privilégié-e-s qui n'ont pas besoin de l'aide de l'État.

Nous l'affirmons depuis longtemps: une politique familiale digne de ce nom ne se mène pas au travers

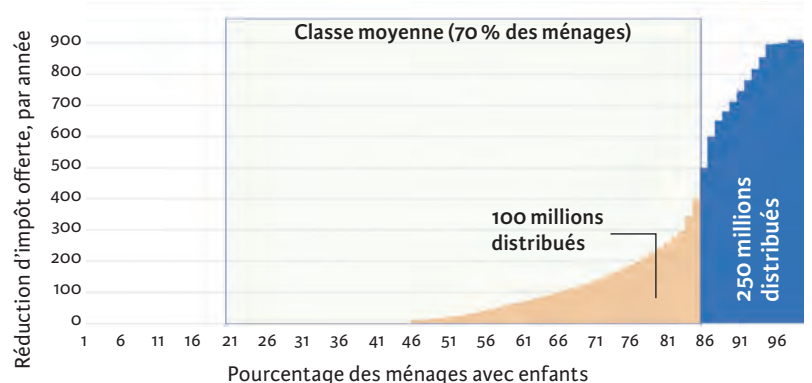
d'incitations fiscales. Comment payer les primes d'assurance-maladie? Où peut-on trouver un logement abordable? Est-il encore possible de trouver des places libres en crèche? Ce sont ces questions qui préoccupent les familles. Quiconque souhaite mener une politique familiale efficace doit commencer par là – et non par des cadeaux fiscaux aux familles qui n'en ont pas besoin.

Pour toutes ces raisons, le Parti socialiste a lancé un référendum le 8 octobre dernier. La récolte de signatures va bon train, mais nous avons besoin de votre aide pour déposer ce référendum dans les temps (16 janvier 2020). Retrouvez toutes les informations relatives à ce référendum essentiel pour sauvegarder les acquis de la gauche sur www.stop-cadeaux-fiscaux.ch. Merci pour votre soutien!

INFORMATIONS

www.stop-cadeaux-fiscaux.ch

Voici comment est distribué le dernier cadeau fiscal de 350 millions de francs aux familles aisées



Graphique réalisé
par Samuel Bendahan,
conseiller national (VD)
et Docteur en sciences
économiques

Référendum contre la loi sur la chasse

EN PARTENARIAT AVEC PRONATURA, LE WWF, BIRDLIFE, LE GROUPE LOUP SUISSE ET ZOOSUISSE, LE PS SOUTIEN LE RÉFÉRENDUM CONTRE LA RÉVISION DE LA LOI SUR LA CHASSE (LCHP). CAR SI LA RÉVISION EST APPLIQUÉE TELLE QUELLE, LES ANIMAUX PROTÉGÉS SERONT ENCORE PLUS MENACÉS, CAR ILS POURRONT ÊTRE ABATTUS PAR SIMPLE MESURE DE PRÉCAUTION.

Une discussion passionnée

Le débat sur la révision de la Loi sur la chasse a été mouvementé au Parlement. Telle que modifiée actuellement, les loups et autres animaux sauvages pourront être abattus par simple mesure de précaution, simplement parce qu'ils existent. Si le loup, le lynx, le castor ou le héron cendré dérangent les paysans, les chasseurs, les pisciculteurs ou les politicien-ne-s, ils pourront être tués même s'ils ne provoquent pas de dégâts. Certains animaux sauvages comme le lièvre brun ou la bécasse des bois ne figurent pas sur la liste des animaux protégés. De manière générale, c'est donc toute la faune sauvage qui est en danger.

Changer un compromis helvétique qui satisfait tout le monde ?

Un élément d'importance doit être rappelé dans cette discussion: il est inscrit dans la Constitution fédérale que la chasse est du ressort des cantons, mais que la protection

des animaux relève de la Confédération. Or, cette révision prévoit un transfert de compétences aux cantons, ce qui représente un risque réel de réactions émotionnelles et une multiplication des régimes en vigueur. Le référendum se résume donc en une question: pourquoi vouloir changer une loi qui satisfait la majorité des chasseurs, agriculteurs, associations environnementales et la population en général. La loi avant révision permettait à la fois des tirs individuels ciblés et des régulations de populations.

Signez le référendum !

«De manière générale, une nouvelle loi sur la chasse et la protection doit renforcer la protection des espèces menacées, pas l'affaiblir. La biodiversité est dramatique en Suisse: une espèce sur trois y est menacée!» déclare dans le Temps Océane Dayer, responsable politique au WWF. Nous avons jusqu'au 16 janvier 2020 pour rassembler 50 000 si-

gnatures. Les organisations environnementales ont besoin de nous pour atteindre ce chiffre. Nous savons mobiliser, récolter et gagner mieux que personne. Alors à vos stylos! Pour continuer à protéger autant que faire se peut la faune sauvage, car elle représente notre patrimoine pour les générations à venir.

Bastian Collet,
collaborateur
campagne et
communication



L'épineuse question du passeport digital

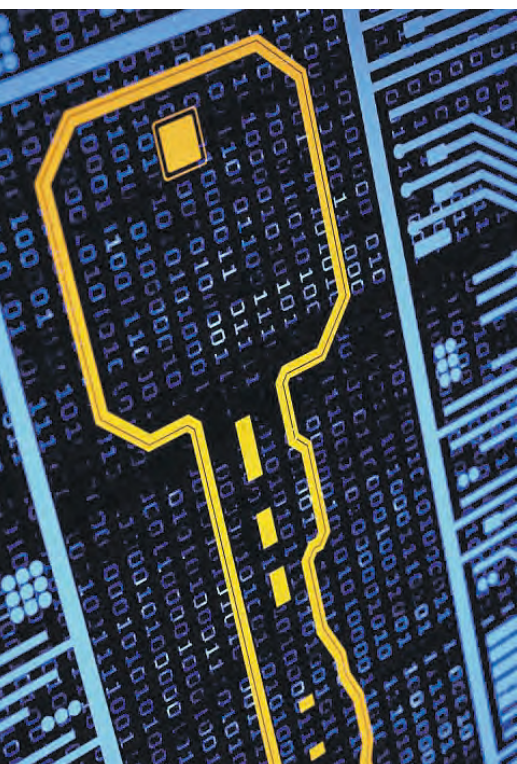
SELON UN RÉCENT SONDAGE, 87 % DE LA POPULATION SOUHAITE QUE NOS PASSEPORTS NUMÉRIQUES SUISSES SOIENT DÉLIVRÉS PAR L'ÉTAT. ET CELA SEMBLE ÉGALEMENT ÉVIDENT POUR LE PS: LE STOCKAGE ET L'UTILISATION DES DONNÉES DES CITOYEN-NE-S REPRÉSENTENT, PAR DÉFINITION, UNE TÂCHE RÉGALIEUNE QUI NE PEUT ÊTRE DÉLÉGUÉE À DES GOOGLE OU AUTRES ENTREPRISES PRIVÉES.

La volonté de la droite visant à libéraliser tout type de service fourni par l'État est dangereuse. Surtout lorsqu'il s'agit de nos propres données. Pour rappel, il y a deux ans, Swisscom informait que les données de 800 000 de ses clients avaient été volées, soit environ 12 % de sa clientèle mobile. Peut-on se permettre de tels risques avec les données de l'ensemble de la population ?

Les entreprises privées n'ont pas à s'immiscer dans la vie des citoyennes et citoyens. Il est du devoir de la Confédération

de se porter garant pour cette gestion des passeports. Si l'identité électronique peut simplifier certains processus administratifs, cette réalité doit rester une compétence de la Confédération. La sécurisation de l'identité est une tâche souveraine de l'État et doit le rester pour demeurer sous contrôle démocratique.

Toute personne qui désire que sa vie privée continue à être protégée **doit absolument signer ce référendum sur l'identité électronique!**



Kurdes de Syrie : dénoncer ne suffit pas !

QUELLE TRAHISON ! QUELLE HONTE ! QUELLE INSENSIBILITÉ ENVERS LES POPULATIONS CIVILES ! LE LÂCHAGE DES KURDES DE SYRIE, LES VICTIMES CIVILES DES BOMBARDEMENTS DE L'ARMÉE TURQUE ET DES EXACTIONS DES DJIHADISTES LEUR SERVANT DE SUPPLÉTIFS, LA FUITE MASSIVE DE LA POPULATION KURDE DU ROJAVA VERS L'IRAK POUR ÉCHAPPER À L'AGRESSION ET AUX ABOMINATIONS NE SONT PAS SEULEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DE LA TURQUIE ET DE LA COMPLICITÉ DES AMÉRICAINS.



Carlo Sommaruga,
conseiller national (GE)

C'est le fait de l'ensemble du monde occidental, y compris la Suisse. Derrière les belles paroles de dénonciation du droit international, par les divers gouvernements européens, c'est Ponce Pilate à tous les étages. Alors que les Unités de protection du peuple du Rojava (YPG) ont combattu l'État islamique avec bravoure pour nous et ses combattants européens et suisses, alors que les Kurdes détenaient les terroristes djihadistes européens, la Suisse et les pays européens se sont désolidarisés d'eux avec une couardise indigne à la simple menace du potentat Erdogan de laisser partir les réfugiés vers l'Europe. Les Kurdes de Syrie retournent vers leur statut de paria dans leur propre pays dans lequel les avaient confinés père et fils Assad.

En résumé, un comportement des pays occidentaux indigne des valeurs de respect du droit international, d'application du droit humanitaire, de défense des droits humains, des droits des minorités et de la démocratie, qu'ils affirment à longueur d'année défendre avec force. Une répétition de la lâcheté de

1938 à Munich. Hier, l'abandon des Sudètes, aujourd'hui celui des Kurdes.

Nous, socialistes, en solidarité avec les Kurdes et les femmes et les hommes démocrates et de progrès en Syrie comme en Turquie, demandons une position du Conseil fédéral qui soit réellement en phase avec les valeurs constitutionnelles qui doivent cadrer la politique étrangère et que le chef du DFAE, Ignazio Cassis, est incapable de comprendre.

Des mesures s'imposent. Indépendamment des décisions des pays membres de l'Union européenne. L'interdiction absolue des exportations d'armes et des pièces de rechange, la suspension de tout accord de libre-échange, un embargo sur les importations d'or turc qui servent à financer l'effort de guerre, une interdiction de séjour en Suisse et un blocage des fonds en vertu de l'article 184, al. 3 de la Constitution fédérale de tous les responsables de la chaîne de commandement impliqués dans l'agression des Kurdes en Syrie.

Derrière les belles paroles de dénonciation, c'est Ponce Pilate à tous les étages.



LE RÉSULTAT

42 %

de femmes au Conseil national, soit 10 points de plus qu'en 2015. Le Groupe le plus féminin est le Groupe socialiste, au sein duquel 64 % des élus sont des élues ! C'est l'UDC qui compte le moins de femmes parlementaires dans ses rangs avec 24,5 % ... Le PDC fait à peine mieux avec 28 %.

49 ans

la moyenne d'âge ! Du jamais vu à Berne, l'âge moyen des parlementaires pour la législature 2019-2023 est de 49 ans, contre 50,3 lors de la précédente. En passant sous la barre symbolique des 50 ans, il s'agit donc du Parlement le plus jeune jamais élu !

LE CHIFFRE

17 millions

Au cours des cinq dernières années, 17 millions de Latino-Américains ont rejoint le nombre vertigineux de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Cela équivaut à 63 millions de



personnes touchées. Dans cette partie du monde, 42 % des employés gagnent moins que le salaire minimum. Parmi les personnes retraitées, très peu touchent une pension décente et les femmes sont les plus touchées par cette précarité. Conséquence : c'est le continent tout entier qui s'embrase. Avec des soulèvements en Équateur, au Pérou, en Bolivie, en Argentine, au Chili et en Colombie, ces peuples fatigués de cette injustice grandissante crient leur aspiration à une société plus juste, plus sociale, plus solidaire. Espérons maintenant que ces mouvements auront un impact sur les élections clés à venir dans ces pays ...



**ON NE LÂCHE RIEN !
DE TOUTES NOS
FORCES POUR LE
CONSEIL DES ÉTATS.**



**PRIMES
ABORDABLES
POUR TOUTES
ET TOUS**

Signez maintenant
l'initiative d'allègement
des primes.

PRIMES

Ce qui est vendu comme un soutien aux familles est en fait un cadeau pur et simple aux seules familles aisées. La majorité de la population n'en profitera pas.

**SIGNEZ
LE RÉFÉRENDUM !**

